



# DOSSIER DE CANDIDATURE

31<sup>e</sup> session nationale

## Sécurité et Justice

2019-2020

Seuls les dossiers complets seront examinés

Saisir directement les champs ci-dessous (PDF remplissable)

## CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature comprend :

- la fiche de candidature
- l'exposé de motivation et de projets
- l'engagement de prise en charge des droits d'inscription
- l'autorisation de parution des coordonnées dans l'annuaire des auditeurs
- pour les entreprises de moins de 250 employés, un document unifié de cotisation de l'URSSAF (ligne « effectif moyen de l'entreprise au dernier jour de la période »)
- un *curriculum vitae* (en français)
- la photocopie du passeport\* ou à défaut de la carte nationale d'identité
- le bulletin n° 3 du casier judiciaire pour les candidatures autres que les fonctionnaires (demande en ligne : <https://www.cjn.justice.gouv.fr/cjn/b3/eje20>)
- une photographie d'identité numérique ;
- une carte de visite professionnelle ;
- compléter et signer le formulaire d'autorisation de droit à l'image.

\* Document nécessaire en cas de voyage d'étude hors Union européenne.



Date limite de retour des dossiers **le 28 juin 2019**  
Seuls les dossiers complets seront examinés.

Le dossier est à retourner uniquement  
par voie électronique à l'adresse :

[formation@inhesj.fr](mailto:formation@inhesj.fr)

### CONTACT

Tél: +33 (0)1 76 64 89 49 - Fax: +33 (0)1 76 64 89 44

Courrie: [formation@inhesj.fr](mailto:formation@inhesj.fr) Site internet: [www.inhesj.fr](http://www.inhesj.fr)

## PROCESSUS DE SÉLECTION DES STAGIAIRES

**Le recrutement s'effectue sur dossier et après entretien individuel devant un jury de sélection.**

Les candidats des administrations, les magistrats et les militaires sont obligatoirement présentés par leur département ministériel. Les autres candidatures sont libres.

Dès réception du dossier complet, une première sélection est effectuée après examen de la candidature. Pour les candidats dont le dossier aura été retenu, une date de rendez-vous avec le jury de sélection leur sera proposée.

**La validation définitive de votre candidature n'interviendra qu'après :**

- la réception par l'INHESJ de la convention de formation et ses annexes dûment complétées et signées, obligatoirement avant le **19 juillet 2019**.
- l'arrêté du Premier ministre fixant la liste des auditeurs.

Saisir directement les champs ci-dessous (PDF remplissable)

## FICHE DE CANDIDATURE

Nom et prénom du candidat .....

Date de naissance ..... Lieu de naissance .....

Fonction exercée par le candidat .....

Matricule (pour les fonctionnaires) .....

Employeur .....

### Coordonnées

#### Coordonnées professionnelles :

Adresse professionnelle .....

Code postal ..... Commune .....

Téléphone professionnel ..... Téléphone portable .....

Courriel professionnel .....

#### Coordonnées personnelles :

Adresse personnelle .....

Code postal ..... Commune .....

Téléphone personnel .....

Courriel personnel .....

### Dernier diplôme obtenu

.....

### Parcours

Avez-vous déjà présenté votre candidature à une session d'études de l'institut ?

Oui Non

Si Oui, Session nationale Session régionale Cycles spécialisés de formation

Session nationale spécialisée

Préciser : ..... Année .....

### Par quel moyen ou par l'intermédiaire de qui avez-vous eu connaissance de l'organisation de la session nationale ?

Site internet de l'INHESJ Association ANA-INHESJ Intervenants des sessions

Le service formation ou RH de votre entité Auditeurs des sessions précédentes

Réseaux sociaux de l'INHESJ (Twitter, Facebook, LinkedIn, Youtube) (Précisez) .....

Événement organisé par l'INHESJ (Précisez nom et date) .....

Bouche à oreille Presse (Précisez) .....

Autre (Précisez) .....

**Vous avez déjà suivi une autre formation de l'INHESJ. Laquelle ?** .....

.....

.....



Saisir directement les champs ci-dessous (PDF remplissable)

## MOTIVATION ET PROJETS

*(Toutes les rubriques sont à compléter) \**

### **1 - Votre investissement dans le champ de la sécurité et de la justice :**

Actions réalisées aux plans social, professionnel, associatif, individuel (pratiques ayant une dimension partenariale notamment, études, recherches, formation, etc.) :

### **2 - Projets et actions envisagés :**



# Session nationale – 2019-2020

## Sécurité et Justice

Saisir directement les champs ci-dessous (PDF remplissable)

**3 - Quel(s) objectif(s) vous fixez-vous en vous inscrivant à la session nationale « Sécurité et Justice » ?**

**4 - Quelle contribution, au regard des problématiques traitées, pensez-vous pouvoir apporter dans le cadre de cette session ?**

(Apports de connaissances, échanges de pratiques, expériences à caractère partenarial, etc.)

**5 - Quel(s) thème(s) ou quelle(s) problématique(s) souhaiteriez-vous voir abordé(s) durant la session ?**

**\*Nota:** Toutes ces rubriques doivent être remplies avec soin et précision. Elles permettront aux responsables de l'INHESJ d'adapter les programmes et de constituer les différents groupes de travail (groupe de diagnostic stratégique - GDS).

Saisir directement les champs ci-dessous (PDF remplissable)

## ENGAGEMENT DE PRISE EN CHARGE DES DROITS D'INSCRIPTION à la 31<sup>e</sup> session nationale « Sécurité et Justice »

*À remplir par l'organisme qui prendra en charge les frais d'inscription  
(ou le(a) candidat(e) en cas de prise en charge directe)*

Je soussigné(e) .....

Qualité / Fonction .....

Service/direction prenant en charge les droits d'inscription : .....

.....

m'engage à prendre en charge et à régler les droits d'inscription à la 30<sup>e</sup> session nationale « Sécurité et Justice » dès l'acceptation définitive de la candidature de :

M./Mme (nom, prénom) .....

Fonction exercée par le(a) candidat(e) .....

Employeur du(de la) candidat(e).....

Fait à ..... le.....

Signature

Cachet de l'organisme payeur

*Une fois le(a) candidat(e) admis(e) pour intégrer la 31<sup>e</sup> promotion de la session nationale « Sécurité et Justice » 2019-2020 en qualité d'auditeur(trice), la **convention de formation établie avec l'INHESJ, dûment complétée et signée, devra être obligatoirement retournée avant le 19 juillet 2019.***



Saisir directement les champs ci-dessous (PDF remplissable)

## COORDONNÉES QUE VOUS SOUHAITEZ VOIR APPARAÎTRE DANS L'ANNUAIRE des auditeurs des Sessions nationales de l'INHESJ

J'accepte que les coordonnées ci-dessous ainsi qu'une photographie d'identité apparaissent sur l'annuaire commun de la **31<sup>e</sup> session nationale « Sécurité et Justice »**, de la **23<sup>e</sup> session nationale spécialisée « Protection des entreprises et Intelligence économique »** et de la **7<sup>e</sup> session nationale spécialisée « Management stratégique de la crise »** et de la **2<sup>e</sup> session nationale « Souveraineté numérique & cybersécurité »**.

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

Grade (le cas échéant) : .....

Ministère - Entreprise - Organisme : .....

Direction - Sous-direction - Service : .....

Adresse professionnelle : .....

(ou autre) .....

Code postal et Ville : .....

Téléphone professionnel : .....

Téléphone portable : .....

Courriel : .....

Fait à ..... le.....

Signature

Saisir directement les champs ci-dessous (PDF remplissable)

## AUTORISATION DROIT À L'IMAGE

**À savoir :** afin de respecter les obligations légales relatives au droit à l'image, le présent document est volontairement rédigé selon des termes juridiques précis qui contribuent à encadrer au mieux l'utilisation de votre image par l'INHESJ.

Je soussigné(e) (prénom, nom).....

J'accepte de céder à titre gracieux à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) le droit d'utiliser à des fins de communication mon image résultant de photographie(s) prise(s) à l'occasion d'événements organisés par l'INHESJ.

J'autorise la fixation de mon image et sa reproduction par tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour (graphique, photographique, numérique, etc.), sur tous supports, pour un nombre illimité d'utilisations aux fins de communication.

La présente cession de droits est consentie pour une exploitation dans le monde entier et pour une durée de 99 ans à compter de la date de la présente signature.

Ces dispositions sont portées à ma connaissance dans le cadre de l'application de la législation relative au respect du droit à l'image et au respect de la vie privée.

**Je reconnais avoir pris connaissance des informations ci-dessus.**

**J'accepte de céder mon droit à l'image.**

**Je refuse de céder mon droit à l'image.**

Fait à ..... le.....

Signature



Saisir directement les champs ci-dessous (PDF remplissable)

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

J'atteste sur l'honneur de ne pas avoir été mis en cause par les services de police ou de gendarmerie ni être impliqué dans une enquête judiciaire ou en attente d'un procès pénal.

Fait à ..... le.....

Signature

## TRAITEMENT DE VOS DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ci-dessus feront l'objet d'un traitement par l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice (INHESJ), 1 place Joffre, 75007 PARIS (Tél. : +33 1 76 64 89 00).

**Pages 3 à 5 :** Ces données sont recueillies à des fins de traitement administratif de votre candidature, et seront effacées à l'issue de votre formation.

**Page 6 :** Ces données sont recueillies à des fins d'élaboration d'un annuaire d'anciens auditeurs, et seront conservées pendant toute la durée de parution de ce dernier.

Conformément à la loi, vous bénéficiez à l'égard de vos données à caractère personnel d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, et de portabilité. Vous pouvez à tout moment vous opposer au traitement de ces données, ou demander la limitation de ce traitement. Pour toute demande dans l'exercice de ces droits, merci de vous adresser à notre délégué à la protection des données (DPD) aux coordonnées suivantes :

• **Par courriel :**  
[dpd@pm.gouv.fr](mailto:dpd@pm.gouv.fr)

• **Par courrier :**  
Service du Premier ministre  
A l'attention du délégué à la protection des données (DPD)  
56 rue de Varenne  
75700 Paris

Vous disposez par ailleurs du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).